

Questions orales

question aille devant les tribunaux. Ces pourparlers n'ont pas encore eu lieu.

M. Balfour: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre a-t-il été informé par son ambassadeur à Washington ou par d'autres sources que les États-Unis pourraient exercer des représailles contre des intérêts économiques canadiens au cas où ce problème de radiodiffusion ne serait pas résolu?

M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu d'information de ce genre.

* * *

LE CABINET**LA NOMINATION D'UN MINISTRE DES COMMUNICATIONS**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au très honorable premier ministre, qui sait que je ne lui pose pas de questions déraisonnables et que je ne lui fais jamais de demandes exagérées. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quand sera nommé un ministre des Communications?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je pense que c'est là une demande fort raisonnable, et j'essaierai de donner satisfaction à l'honorable chef de l'opposition dans un avenir très proche.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES**L'URANIUM—DEMANDE DE DÉPÔT DES CONTRATS D'EXPORTATION—L'APPROVISIONNEMENT FUTUR DU CANADA**

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre ayant annoncé de nouveaux contrats pour l'exportation d'uranium, en vertu desquels environ un cinquième de l'uranium canadien va être vendu à bas prix à l'étranger, le gouvernement va-t-il déposer des détails précis sur ces contrats d'exportation?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, ce sont là des contrats commerciaux conclus par des exportateurs et des acheteurs étrangers. La Commission de contrôle de l'énergie atomique a vérifié ces contrats pour voir s'ils étaient conformes à certains points de notre politique: d'une part, les prix étaient les mêmes que les cours internationaux; deuxièmement, cet uranium était en excédent au Canada et les principes de la politique canadienne étaient parfaitement respectés; et, troisièmement, des dispositions de garantie satisfaisantes seraient négociées.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire. Le ministre nous donne-t-il donc l'assurance que ces engagements massifs ne menacent en aucune façon l'approvisionnement futur du Canada en uranium?

M. Gillespie: Oui, monsieur l'Orateur.

[M. MacEachen.]

L'OFFICE NATIONAL DU FILM**DEMANDE DE LIBRE CONCURRENCE DANS L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE—LES INTENTIONS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT**

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le ministre envisage-t-il de modifier la loi sur l'Office national du film en supprimant les articles 9 et 11, et ne pense-t-il pas qu'un monopole de 30 ans a été suffisant pour permettre à l'Office national du film de s'implanter solidement et d'affronter directement la concurrence de l'industrie cinématographique en général?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, divers représentants de cette industrie ont fait auprès de moi des démarches analogues, et je leur ai donné ma promesse d'étudier la question, mais je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE**LA POSSIBILITÉ D'EXPLOITER LES MINES DE SEL DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, ÉTANT DONNÉ LA PÉNURIE DE SEL**

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que des quantités de sel très importantes ont été découvertes aux Îles-de-la-Madeleine, et compte tenu du fait qu'il semble y avoir une pénurie de sel au pays, est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre si certaines mesures ont été prises en vue de faire l'exploitation des mines de sel afin de pallier le manque de sel au pays actuellement?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne suis personnellement au courant d'aucune initiative de ce genre. Je me permets de prendre note de la question afin de pouvoir me renseigner pour le député, auquel je répondrai ensuite.

* * *

LE NORD CANADIEN**LE PROJET DE MAJORATION DES TARIFS DE LA COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—DEMANDE DE BLOCAGE DU TARIF DES RÉSEAUX PUBLICS**

M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, relativement à la Commission d'énergie du Nord canadien. Je posais jeudi dernier une question du même genre, et le ministre sait, je suppose, qu'il s'agit de l'augmentation de tarifs prévue pour novembre 1976. Étant donné que l'augmentation des salaires est plafonnée à 10 p. 100 par le programme gouvernemental de lutte contre l'inflation, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour protéger les consommateurs de Yellowknife contre cette hausse de 113 p. 100? A-t-il envisagé de bloquer les tarifs, ou de subventionner les réseaux publics pour la durée du contrôle des salaires?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, m'étant